

Département
SAONE ET LOIRE
Canton
SAINT REMY
Commune
SAINT-REMY

RÉPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Égalité – Fraternité

N° 071 / 26

ARRETE DU MAIRE

**Objet : Délégation de signature à Laure DESMARIS-VERSAILLE, Secrétaire Générale**

Le Maire,

Vu les articles L.2122-19 et R.2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales qui confèrent au Maire le pouvoir de donner sous sa responsabilité et sa surveillance, sa signature aux responsables de services communaux,

Vu l'élection du Maire en date du 20 mars 2026,

Vu l'organisation des services municipaux,

Vu l'arrêté n°63/21 du 26 avril 2021,

Considérant que, pour la bonne marche des services municipaux et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que certaines formalités puissent être exécutées dans les meilleurs délais.

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :**

L'arrêté municipal n°63/21 du 26 avril 2021 est abrogé.

**ARTICLE 2 :**

Il est donné délégation de signature à **Madame Laure DESMARIS-VERSAILLE**, Secrétaire Générale, pour toute pièce comptable et financière relative à l'engagement des dépenses occasionnées dans le cadre de l'activité de la Direction Générale des Services, à concurrence de 1 000 euros (mille euros) Hors Taxes.

Il est donné délégation de signature pour la signature et les paraphe apposés sur les registres de décisions et de délibérations du Conseil Municipal et les registres d'arrêtés du Maire.

La délégation de signature est donnée sous la surveillance et la responsabilité de Madame le Maire, elle prend effet à compter de la publication de l'acte et subsistera tant qu'elle ne sera pas rapportée.

**ARTICLE 3 :**

La signature par **Madame Laure DESMARIS-VERSAILLE** des pièces et actes repris à l'article 2 du présent arrêté devra être précédée de la formule indicative suivante « par délégation du Maire ».

**ARTICLE 4 :**

Madame la Directrice Générale des Services et Madame le Maire sont chargées, chacune en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 5 :**

Cet arrêté peut être contesté dans les 2 mois à compter de sa notification, soit auprès de Madame le Maire pour un recours gracieux, soit auprès du Tribunal administratif de Dijon qui peut être saisi via l'application Télérecours citoyens accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) pour un recours contentieux

**ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié conformément aux dispositions de l'article L.2122-29 et l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation sera adressée :

- A la Sous-Préfecture de Chalon-sur-Saône,
- A la Trésorerie Principale Municipale,



Fait à SAINT REMY, le 23 mars 2026

Florence PLISSONNIER



Maire



Laure DESMARIIS-VERSAILLE



Secrétaire Générale

**Laure DESMARIIS-VERSAILLE**

